



REGLEMENT DES SERVICES D'INVESTISSEMENT

Annexe 9 au Règlement général des opérations

Ce règlement régit les droits et obligations du client et de la Banque dans le cadre des services et activités d'investissement ainsi que des services auxiliaires (ci-après dénommés "services d'investissement") relatifs aux instruments financiers. Ces dispositions font partie des annexes au Règlement général des opérations d'AXA Bank Belgium, ci-après dénommée "la Banque". Les clauses du Règlement général des opérations et autres annexes en vigueur sont par conséquent intégralement d'application, sauf disposition contraire dans ce règlement.

Lors de l'ouverture d'un compte-titres ou un compte d'épargne-pension, le client reçoit un exemplaire de ce règlement et du résumé de la politique d'exécution (annexé à ce règlement) et donne son accord explicite sur le contenu de celui-ci par la signature du(des) document(s) d'ouverture du compte.

Le client qui possède également un accès au homebanking ou qui a activé la fonctionnalité mobile banking sur son appareil et qui veut ouvrir un compte-titres ou introduire des ordres d'investissement par ce canal est par ailleurs lié par les dispositions applicables au règlement homebanking et mobile banking service. Ces règlements (et les modifications ultérieures) peuvent toujours être obtenus gratuitement à l'agence ou via le site de la Banque (www.axabank.be).

La Banque se réserve le droit de modifier des dispositions figurant dans ce règlement (y compris le résumé de la politique d'exécution en annexe). Les modifications significatives seront notifiées en temps utile par écrit au client, par exemple sous forme de message imprimé sur ou joint aux extraits de compte. Au demeurant, les dispositions de l'article 1.33 du Règlement général des opérations sont applicables.

On entend par "client" toute personne physique (faisant ou non partie d'une association de fait ou d'une indivision) ou morale pour laquelle la Banque exécute des services d'investissement.

La 1ère partie de ce règlement contient diverses dispositions générales portant sur la protection et l'information du client qui envisage d'effectuer une transaction dans un instrument financier.

[La 2ème partie traite des droits et obligations contractuels de la Banque et du client dans le cadre de l'exécution directe et indirecte (= réception et transmission) des ordres, de l'encaissement d'un nombre très limité de titres au porteur, du dépôt et de la gestion de titres sur un compte-titres, un compte d'épargne-pension et un compte bons de caisse.][modifié le 11 décembre 2017]

La 3ème partie expose la politique de la Banque en matière de conflits d'intérêts lors de l'exécution de services d'investissement.

La 4ème partie informe le client des avantages que la Banque reçoit de tiers.

La 5ème partie traite des conditions et modalités complémentaires spécifiques relatives à l'ouverture d'un compte d'épargne-pension, aux versements effectués sur ce compte, aux transferts de parts d'un fonds d'épargne-pension vers un autre et aux ventes de parts d'un fonds d'épargne-pension.

La 6ème partie traite des conditions et modalités spécifiques relatives à l'ouverture, la modification et la résiliation d'un plan d'investissement.

La 7ème partie porte sur les dispositions spécifiques relatives aux bons de caisse émis par la Banque.

Enfin, l'**annexe** à ce règlement donne un résumé de la politique de la Banque pour l'exécution et la transmission des ordres d'instruments financiers pour ses clients non professionnels.

PARTIE 1: DISPOSITIONS GENERALES

Article 1.1. : Informations générales sur la Banque et ses agents mandatés

Le nom complet de la Banque est AXA Bank Belgium S.A., sise Place du Trône 1 à 1000 Bruxelles, immatriculée à la Banque carrefour des entreprises sous le numéro BCE/TVA BE 0404 476 835, RPM Bruxelles, tél. : 02 678 61 11, fax : 02 678 82 11, courriel : contact@axa.be. Les contacts avec la Banque peuvent bien sûr également passer par un agent mandaté.

La Banque est un établissement de crédit agréé de droit belge soumis à la surveillance prudentielle directe de la Banque Centrale Européenne (BCE) sise à Francfort www.ecb.europa.eu.

La surveillance de l'application des règles de conduite (directive MiFID), de même que la surveillance du marché et des produits, relèvent de la compétence de l'Autorité des services et marchés financiers (FSMA), sise rue du Congrès 12-14 à 1000 Bruxelles, tél. 02 220 52 11, fax 02 220 52 75, www.fsma.be.

Les services d'investissement relatifs à des instruments financiers sont fournis par les canaux de distribution suivants :

- l'intermédiaire d'agents mandatés, qui agissent au nom de la Banque et pour son compte et qui sont inscrits dans le registre « agents en services bancaires et en services d'investissement » de la FSMA (ci-après désignés par agent(s))
- via homebanking
- via mobile banking. .

Le client communique avec la Banque en français, néerlandais, allemand ou anglais. La Banque se réserve toutefois le droit de mettre des documents à disposition du client et d'envoyer la correspondance

adressée au client dans la langue renseignée lors de l'établissement de la relation client et connue de ses systèmes.

Outre les dispositions spéciales de l'article 2.1.3 ayant trait au canal de distribution par lequel des ordres peuvent être donnés, les dispositions des articles 1.16 et 1.17 du Règlement général des opérations s'appliquent aux méthodes de communication utilisées.

Le client ou le client potentiel peut obtenir sans frais auprès d'un agent mandaté et/ou sur le site Internet de la Banque (www.axabank.be) les informations que celle-ci est tenue de lui communiquer dans le cadre de la prestation des services d'investissement.

[Article 1.2. : Offre globale et offre conseillable d'instruments financiers par la Banque

Le client peut, selon l'offre du moment et selon le canal de distribution, acquérir auprès de la Banque les instruments financiers suivants :

- 1) parts d'organismes de placement collectif (SICAV, BEVEK, fonds communs de placement, fonds d'épargne-pension) ;
- 2) obligations (euro-obligations, obligations linéaires)
- 3) produits structurés (fonds et obligations structurés (notes)) ;
- 4) titres cotés en bourse;
- 5) bons d'Etat.

A l'exception des fonds d'épargne-pension, les instruments financiers que le client peut acquérir avec conseil en investissements, comme repris dans l'article 1.6 de ce règlement, sont toujours limités aux instruments financiers émis et/ou promus/distribués par des émetteurs/gestionnaires qui font partie du même groupe mondial AXA que la Banque. Dans le droit financier, on parle dans ce cas de conseil en investissements non- indépendant. Le client ou le client potentiel peut obtenir des informations sur ce conseil en investissements via l'agent ou le site Internet de la Banque, www.axabank.be. Cette offre peut varier en fonction de la politique commerciale de la Banque.][modifié le 11 décembre 2017]

Les "instruments financiers" précités sont également qualifiés de "titres" par la Banque, tant en interne que dans sa communication avec les clients.

Pour une description générale et détaillée de la nature et des risques de chaque catégorie de titres, la Banque fait référence aux "fiches explicatives" qu'elle fournit en temps utile et sans frais au client via son réseau d'agents bancaires, homebanking et mobile banking, Pour une information spécifique, liée à un titre déterminé, la Banque réfère, selon le titre, vers les KIID's¹ et les brochures commerciales, fournies en temps utile au client via son réseau d'agents bancaires, homebanking et mobile banking.

[L'information générale et l'information spécifique liées au titre susmentionnées peuvent également être consultées sans frais et en permanence via le site Internet de la banque (www.axabank.be)] [modifié le 11 décembre 2017]

Art. 1.3. : Offre de services d'investissement liés aux titres

¹ Key Investor Information Document : également appelé l'information d'investissement essentielle

La Banque offre à ses clients les services liés aux titres suivants :

1. Services d'investissement :
 - réception et transmission d'ordres;
 - exécution d'ordres pour le compte de clients;
 - conseil en investissements non-indépendant avec approche de portefeuille : des conseils en investissements qui prennent en compte l'ensemble du portefeuille plutôt qu'une approche basée sur une ou plusieurs transactions isolées.
 - conseil en investissements pour l'épargne-pension
2. Services auxiliaires :
 - encaissement d'un nombre très limité de titres au porteur ;
 - conservation et gestion de titres sur des comptes-titres, comptes d'épargne-pension et comptes bons de caisse.

La Banque ne propose pas de gestion de patrimoine.

Pour ces services au client, la Banque peut demander des frais et charges, dont les tarifs et/ou le mode de calcul sont précisés dans la liste des tarifs de la Banque.

Le paiement des frais et charges est effectué conformément à l'article 2.3.2.

Article 1.4. : Relevé du total des frais et charges estimés, liés aux titres et aux services d'investissement

La Banque fournit au client via l'agent, via homebanking ou via mobile banking en temps utile une liste de tous les frais et charges estimés, liés aussi bien au service d'investissement qu'au titre, dans lequel il a l'intention d'investir.

Ces coûts totaux sont exprimés dans 1 montant et dans 1 pourcentage et sont basés sur des estimations raisonnables et fiables, partant toujours du même montant investi et d'une durée déterminée. Ce montant et ce pourcentage peuvent quelque peu différer des coûts réellement imputés (fluctuations de la valeur d'inventaire, modification de la fiscalité, ...).

Sur ce relevé, la Banque mentionne également :

- un montant et un pourcentage estimé des paiements et avantages qu'elle reçoit de tiers (voir partie 4 de ce règlement)
- une illustration qui reflète l'effet cumulatif de ces frais et charges sur le rendement.

Ce relevé peut également être consulté sans frais et en permanence. Le relevé des frais des fonds d'investissement de l'offre conseillable sont disponibles chez l'agent et sur www.axabank.be/fr/investir/aperçu-fonds-notes. Pour tous les autres titres, les relevés de frais font partie de la fiche explicative, disponible via www.axabank.be/fr/informations-juridiques.

De plus, le client peut, à sa demande explicite, réclamer un détail de ce relevé via Customer Relations, AXA Bank, Grotesteenweg 214, 2600 Berchem ou customer.relations@axa.be.] [modifié le 11 décembre 2017]

Article 1.5: Répartition des clients en catégories

La Banque considère tous les clients pour lesquels elle exécute des services d'investissement comme des clients non professionnels (ou clients retail) qui, en vertu du droit financier, bénéficient du degré de protection le plus élevé.

Le droit financier offre au client le droit de demander à la Banque d'être repris dans une autre catégorie avec un degré de protection moins élevé e.a. en matière de communication d'informations, évaluation du caractère approprié des investissements. La Banque fournit plus d'informations à la demande explicite du client, mais n'offrira pas au client la possibilité de choisir une autre catégorie que celle de client non-professionnel.

[Article 1.6: Evaluation de l'adéquation des investissements

1.6.1. Application du conseil en investissements non-indépendant avec dimension-portefeuille

Sauf dans les cas prévus à l'article 1.6.2 et 1.7.1, la Banque, avant d'exécuter pour le client des transactions liées à des titres, fournira toujours à ce client des conseils relatifs à leur adéquation.

Afin de savoir si une transaction déterminée est adéquate pour le client, ce dernier devra répondre chez l'agent à diverses questions relatives à :

- sa capacité financière, dont sa capacité à supporter des pertes
- ses objectifs d'investissement, dont sa tolérance aux risques
- sa connaissance des risques liés aux titres
- son expérience en matière de placements/investissements.

Sur la base des réponses reçues, la Banque détermine le profil d'investisseur et le niveau de connaissance et d'expérience du client. A la demande explicite du client, la Banque peut tenir compte d'un profil d'investisseur plus prudent.][modifié le 11 décembre 2017]

La Banque fait correspondre à chaque profil d'investisseur un portefeuille modèle (idéal). Ce portefeuille modèle est ensuite comparé au portefeuille actuel du client, désigné sous le nom de portefeuille client.

Ce dernier portefeuille contient tous les produits bancaires (comptes à vue et d'épargne et produits d'investissement, à l'exception des comptes d'épargne-pension) que le client possède auprès de la Banque ainsi que tous les produits d'assurances AXA Belgium de la Branche 21 et de la Branche 23 que le client a souscrits par l'intermédiaire de l'agent-conseiller (agissant en qualité de courtier d'assurances) et des intermédiaires d'assurances liés à cet agent. Les produits d'assurance que le client aurait éventuellement souscrits par le biais d'autres intermédiaires d'assurances ne sont pas compris ici.

Le portefeuille du client est exclusivement composé de produits bancaires et d'assurance au nom du client. Si le client fait partie d'une association de fait ou d'une indivision, seuls les produits inscrits au nom de l'association de fait/indivision feront partie du portefeuille. Les produits inscrits uniquement au nom des membres individuels ne sont pas pris en compte.

Chaque produit d'épargne et d'investissement (banque et assurance) contenu dans le portefeuille client se voit attribuer une classe de risque allant de A à E.

Pour chaque portefeuille modèle, la Banque détermine la part que le client peut idéalement détenir par classe de risque, en tenant compte de son profil d'investisseur. La Banque a fixé à cet effet un seuil et un plafond par catégorie de produits d'épargne et d'investissement.

[La Banque conseille uniquement des transactions d'achat de titres qui font partie de son offre conseillable, comme décrit à l'article 1.2. de ce règlement, qui permettent au portefeuille actuel du client de rester en ligne ou de se rapprocher du portefeuille modèle défini par la Banque.

Le conseil tient compte du profil d'investisseur et du niveau de connaissance et d'expérience du client.

La Banque confirme ses conseils par écrit, avant que le client ne confirme la(les) transaction(s). Le conseil est uniquement valable à la date indiquée en haut du document qui confirme le conseil.

Il est possible que la Banque donne un avis négatif quand elle est d'avis que la transaction n'est pas adéquate pour le client. Cet avis négatif sera confirmé par écrit. Par conséquent, l'agent ne sera pas en mesure de transmettre pour exécution la transaction déconseillée.][modifié le 11 décembre 2017]

Les conseils en investissements peuvent comprendre à la fois des conseils de vente et d'achat. Les ordres de vente relatifs à des titres qui permettent au portefeuille actuel du client de se rapprocher du portefeuille modèle font, le cas échéant, également partie des conseils.

Les ordres au cours limite et les ordres stop dont question à l'article 2.1.7. de ce règlement ne peuvent pas être réalisés dans le cadre des conseils en investissements. Les ordres (de vente) sur des titres cotés en Bourse seront exécutés dans les limites des conseils en investissements comme un "ordre normal" au sens de l'article précité.

Lors de la composition du portefeuille du client, la Banque peut aussi, à la demande du client, tenir compte de ressources financières externes (= pas AXA Banque). Le client est toutefois personnellement responsable de leur mise à disposition en temps utile et de manière effective.

[La Banque conseille au client de toujours détenir une réserve de liquidités (= avoirs immédiatement disponibles) auprès de la Banque ou ailleurs, équivalent à au moins 6 mois de salaire pour pouvoir, le cas échéant, faire face à des pertes éventuelles découlant d'investissements non liquides ou à des dépenses imprévues.][modifié le 11 décembre 2017]

Si le client souhaite résilier ou acquérir des produits d'assurance de la Branche 21 et de la Branche 23 d'AXA Belgium pour rapprocher son portefeuille client du portefeuille modèle, ce service fait partie de la relation contractuelle avec l'agent, agissant en sa qualité de courtier d'assurances. Ce service est exécuté sous la responsabilité exclusive de ce dernier. La Banque ne peut être tenue pour responsable du non-respect des règles de conduite légales applicables à cette activité ou à ce service.

La Banque fournit uniquement des conseils en investissements aux personnes physiques [associés ou non dans une association de fait ou une indivision][modifié le 18 juin 2018] par le biais de l'agent.

Aucun conseil en investissements n'est délivré dans homebanking ou mobile banking.

Le conseil en investissements mentionné ci-avant est également appliqué avec des ordres d'investissement (en parts d'organismes de placement collectif) qui font partie d'un plan d'investissement (dont question dans la 6^{ème} partie de ce règlement) à condition que la Banque vérifie toujours si le portefeuille du client évolue (ou évoluera) plus en ligne avec le portefeuille modèle pendant au moins 1 ans après le premier versement, en tenant compte ici de la fréquence d'investissement indiqué et le montant récurrent à investir.

[L'agent rédige un rapport de chaque entretien d'investissement, reprenant e.a. les informations pertinentes relatives à la conversation même et à l'ordre éventuel placé par le client. Si le client souhaite en obtenir une copie, il doit prendre contact avec Customer Relations, AXA Bank, Grotesteenweg 214, 2600 Berchem ou customer.relations@axa.be.

Au moins une fois par an, la Banque vérifie si le portefeuille du client est encore en ligne ou évolue conformément au portefeuille modèle, qui selon la Banque convient au profil d'investisseur du client. La Banque se base sur le dernier profil d'investisseur du client connu par la Banque et le portefeuille du client au moment de la vérification. Ici la Banque ne fait pas de distinction entre les titres qu'elle a conseillés ou déconseillés.

La Banque n'effectue pas cette vérification pour les clients qui ne disposent pas d'un profil d'investisseur. Le client est informé par écrit de cette vérification, conformément aux dispositions de l'article 2.4.2.] [modifié le 11 décembre 2017]

1.6.2. Conseil en investissements pour l'épargne-pension

La Banque vérifie toujours, en vue de l'ouverture d'un compte d'épargne-pension ou d'un transfert d'un fonds d'épargne-pension vers un autre, si le fonds d'épargne-pension/le transfert est adéquat pour le client.

Pour ce faire, la Banque tient compte du profil d'investisseur du client, de sa connaissance en matière d'investissements en parts d'organismes de placement collectif du type de fonds d'épargne-pension ainsi que de son âge.

[Ces conseils sont totalement indépendants des conseils en investissements avec approche de portefeuille fournis pour les autres titres de l'offre conseillable de la Banque.

La Banque confirme son avis par écrit avant que le client n'ouvre le compte d'épargne-pension ou donne l'ordre de transfert. L'avis est uniquement valable à la date indiquée au haut du document qui confirme l'avis.

Il est possible que la Banque donne un avis négatif quand elle est d'avis que le fonds d'épargne-pension/le transfert n'est pas adéquat pour le client. Un avis négatif est également confirmé par écrit. Par

conséquent, l'agent ne sera pas en mesure d'ouvrir le compte d'épargne-pension/de transmettre le transfert pour exécution.

L'offre conseillable est limitée à 3 fonds d'épargne-pension, gérés par un gestionnaire de fonds qui ne fait pas partie du même groupe AXA que la Banque, mais avec qui la Banque a conclu un accord de distribution.

L'agent rédige un rapport de chaque entretien d'investissement, reprenant e.a. des informations pertinentes relatives à la conversation même et à l'ordre (d'ouverture/de transfert) éventuel placé par le client. Si le client souhaite en obtenir une copie, il doit prendre contact avec Customer Relations, AXA Bank, Grotesteenweg 214, 2600 Berchem ou customer.relations@axa.be.

1.6.3. Communication d'informations par le client

La Banque s'appuie sur les données fournies par le client, à moins qu'elle ne sache de toute évidence selon les renseignements déjà connus du client, que les renseignements que le client lui donne en répondant aux questions sont manifestement désuets, imprécis ou incomplets. Elle ne procède en principe à aucune vérification ni à aucun contrôle supplémentaire de l'authenticité des données fournies. Par conséquent, la Banque ne peut pas être tenue pour responsable des éventuelles conséquences négatives liées à la communication de ces renseignements désuets, imprécis ou incomplets.

1.6.4. Durée de validité du profil d'investisseur du client

Le client s'engage à informer la Banque des modifications apportées à sa situation financière et/ou à ses objectifs d'investissement et/ou à sa connaissance et son expérience, en particulier lorsqu'il souhaite obtenir un nouveau conseil en investissements. Dans tous les cas, le profil d'investisseur dont la Banque tient compte aura une durée de validité maximale de 3 ans.

1.6.5. Conseils en investissements prodigués à plusieurs personnes

Si des conseils en investissements sont fournis à plusieurs personnes qui sont toutes (co-)titulaires du compte-titres, il sera en principe toujours tenu compte, en cas de pluralité des profils, du profil d'investisseur du titulaire qui affiche le profil le plus prudent. La Banque ne conseillera le cas échéant que les investissements dont tous les (co-)titulaires ont déclaré avoir une expérience suffisante et une compréhension suffisante des risques y afférents.

En dérogation à ce principe, la Banque ne tiendra compte du profil de seulement un (co)-titulaire suite à la demande explicite et la confirmation écrite de tous les (co)-titulaires.

Cette même procédure est appliquée aux nus-proprétaires et usufruitiers. Eux aussi peuvent choisir explicitement le profil de un seul nu-proprétaire ou usufruitier.

Il n'est pas tenu compte du profil d'investisseur de mandataires éventuels, qui ne sont pas (co-)titulaires.

[Cette même procédure est appliquée pour les représentants statutaires qui représentent une société de droit commun. On tient uniquement compte du profil des représentants statutaires de la société de droit commun et la Banque conseillera uniquement les investissements dont les représentants statutaires auront tous indiqué en avoir suffisamment d'expérience et en comprendre suffisamment les risques liés. Toutefois, si tous les représentants statutaires de la société de droit commun donnent leur accord, il est possible de choisir explicitement le profil d'un représentant statutaire.][modifié le 18 juin 2018]

1.6.6. Conseils en investissements délivrés à des incapables (mineurs et majeurs incapables)

Si aucune disposition judiciaire explicite sur le mode d'investissement des fonds et titres de personnes incapables n'est soumise à la Banque, la Banque agira comme suit:

- s'il s'agit d'un mineur, la Banque tiendra toujours compte des profils d'investisseur les plus prudents (conservateurs/défensifs). Il n'est pas tenu compte du profil d'investisseur des parents (tuteurs) mais bien de leur niveau de connaissance et d'expérience;
- s'il s'agit d'un majeur incapable, la Banque tiendra compte du profil d'investisseur de l'incapable. La Banque tient compte du niveau de connaissance et d'expérience de son(ses) administrateur(s).

[1.7.6. Exécution pure et simple à l'initiative du client (execution only)

La Banque n'examinera pas l'adéquation d'une transaction sur un titre lorsque celle-ci est réalisée à l'initiative exclusive du client. Des transactions d'achat à l'initiative du client peuvent uniquement être introduites par homebanking et par mobile banking. Des transactions de vente à l'initiative du client peuvent, outre les canaux mentionnés, également être données par l'agent.][modifié le 11 décembre 2017]

Le cas échéant, la Banque pourra avertir le client par le biais d'un message à l'écran (dans homebanking et mobile banking) que la transaction a été entièrement effectuée de sa propre initiative et que dans pareil cas, la Banque n'est pas tenue de procéder à un examen du caractère approprié et qu'il ne bénéficie dès lors pas de la protection octroyée dans le cadre de l'évaluation du caractère approprié.

Par ailleurs, la Banque ne peut être tenue pour responsable par le client si des investissements réalisés à l'initiative exclusive du client ont pour effet d'impacter négativement les conseils en investissements éventuellement prodigués précédemment par la Banque et de mettre fin à la cohérence entre le portefeuille du client et le portefeuille modèle (idéal). Toutefois, la Banque informera périodiquement le client qui dispose d'un profil d'investissement du caractère adéquat de son portefeuille (voir article 1.1).

Des transactions d'achat relatives à des titres qualifiés de complexes par le droit financier, ne peuvent pas être réalisées uniquement à l'initiative du client.

2ème PARTIE: L'EXECUTION DIRECTE ET INDIRECTE D'ORDRES, L'ENCAISSEMENT D'UN NOMBRE LIMITE DE TITRES AU PORTEUR, LA CONSERVATION ET LA GESTION DE TITRES SUR UN COMPTE

Article 2.1: L'exécution directe et indirecte d'ordres

2.1.1. Types d'ordres

En fonction du type de titres et selon qu'il s'agisse d'émissions nouvelles (marché primaire) ou de titres négociés sur le marché secondaire (réglementé ou non) en Belgique ou à l'étranger, la Banque peut exécuter des ordres d'achat, de vente et de souscription ou les transmettre pour exécution pour le compte du client.

En fonction du type de titres, la Banque exécutera les ordres confiés par le client directement ou indirectement. Dans ce dernier cas, les ordres seront transmis à une autre entreprise, qui se chargera de leur exécution et qui sera qualifiée d'exécuteur d'ordres.

Le type d'ordres exécutés directement ou indirectement ainsi que le lieu d'exécution sont déterminés dans la politique d'exécution (voir article 2.1.2. + annexe). Les ordres d'achat et de vente sur un marché réglementé sont également soumis à l'application du règlement du marché concerné, ainsi que du droit du lieu d'exécution.

Dans la mesure du possible, les ordres seront introduits ou transmis en ligne et en temps réel par la Banque à l'exécuteur d'ordres.

La réception, la transmission et l'exécution d'ordres dépend de plusieurs moyens de communication, réseaux et systèmes informatiques externes. Dès que la Banque est avisée de sérieuses difficultés quant à l'exécution de l'ordre, elle en informera le client.

Le client peut à tout moment demander des informations relatives au statut de son ordre par le biais de l'agent. Il peut également toujours contrôler le statut dans homebanking et mobile banking.

La Banque n'exécute plus d'ordres relatifs à des titres pour lesquels un ordre de transfert vers un autre compte ou un autre établissement financier a déjà été donné.

2.1.2. Politique d'exécution

La Banque prend toutes les mesures raisonnables afin d'obtenir pour ses clients le meilleur résultat possible lorsqu'elle exécute un ordre pour le compte du client ou le transmet pour exécution. C'est ce que l'on qualifie d'"obligation d'exécution optimale" ou de "best execution".

A cette fin, la Banque s'est dotée d'une politique d'exécution exposée dans une annexe à ce règlement.

L'ouverture d'un compte-titres ou d'un compte d'épargne-pension implique que le client donne son consentement explicite à cette politique au moyen de la signature du document d'ouverture du compte-titres/du compte d'épargne-pension.

La Banque effectue un contrôle périodique de l'efficacité de la politique d'exécution et des règlements d'exécution directe et les adaptera en temps utile en cas de manquements éventuels. La politique d'exécution est par ailleurs soumise à une évaluation annuelle. Cette évaluation a en outre lieu chaque fois que les possibilités pour la Banque d'obtenir de façon cohérente le meilleur résultat possible pour ses clients font l'objet de modifications significatives (sur les lieux d'exécution sélectionnés).

La Banque vérifie également si la transmission d'ordres de clients à un ou plusieurs exécuteurs d'ordres donne logiquement le meilleur résultat possible. Il est donc procédé à un contrôle de la qualité d'exécution de ce ou ces exécuteurs d'ordres et à une correction des manquements éventuels. De même, la Banque évalue annuellement si la transmission aux exécuteurs d'ordres est encore suffisante pour satisfaire à l'obligation d'exécution optimale.

La Banque offre à ses clients la possibilité de donner des instructions spécifiques relatives à certains aspects d'un ordre (tels que le cours limite ou le lieu d'exécution). La transmission d'une telle instruction est une exception à cette règle. Elle se fait toujours à la demande explicite du client, sauf lorsque les règles du marché d'un lieu d'exécution l'imposent.

Dans le cas d'instructions spécifiques du client, la Banque transmettra ou exécutera toutefois l'ordre conformément à ces instructions, pour autant que celles-ci ne dépassent pas les limites des possibilités techniques de la Banque, même si elles ne correspondent pas à sa politique d'exécution. De cette manière, la Banque satisfait à ses obligations en matière d'exécution d'ordres pour les aspects de l'ordre sur lesquels portent les instructions spécifiques. L'obligation de best execution demeure toutefois inchangée pour les autres aspects de l'ordre.

Pour plus de détails concernant cette politique d'exécution, la Banque renvoie à l'annexe de ce règlement: synthèse de la politique d'exécution.

A la demande expresse du client, des particularités de la politique d'exécution pourront être fournies au client par écrit.

2.1.3. Forme de l'ordre

Chaque ordre doit être donné par écrit et en présence de l'agent et être signé sur le document de banque prévu à cet effet.

Pour autant qu'il y ait accès, le client peut également transmettre ses ordres d'exécution par homebanking et/ou mobile banking, conformément aux conditions et modalités exposées dans le Règlement homebanking et mobile banking service.

[A l'exception des cas mentionnés ci-après, la Banque n'accepte pas d'ordres qui seraient données par un autre canal.

Dans des cas exceptionnels, la Banque acceptera quand même des ordres par écrit données par d'autres canaux quand il s'agit :

- des parts d'organismes de placement collectif de certaines institutions pour lesquelles la Banque agit comme agent financier
 - du traitement d'une succession
 - de l'exécution d'une décision judiciaire]
- [modifié le 11 décembre 2017]

2.1.4. Modification d'un ordre

Le client qui souhaite modifier ou annuler un ordre précédemment donné fera expressément et clairement référence à cet ordre. A défaut, tout ordre passé ultérieurement sera réputé exister parallèlement à l'ordre initial.

Un ordre d'achat ou de vente sur un marché réglementé ne pourra être modifié ou annulé que s'il n'a pas encore été exécuté. La demande de modification ou d'annulation ne sera définitive que lorsque la Banque aura reçu la confirmation du marché que l'ordre a effectivement été modifié ou annulé. Le risque de modification ou d'annulation tardive est dès lors supporté par le client.

Un ordre de souscription relatif à une émission (marché primaire) ne peut être modifié ou annulé. Un ordre de souscription relatif à des parts non cotées dans des organismes de placement collectif peut être modifié ou annulé avant que l'ordre ne soit repris dans la clôture suivante.

La Banque peut annuler un ordre ou en suspendre l'exécution lorsque le client est en défaut de paiement vis-à-vis d'elle ou de tiers ayant fait aveu de faillite ou faisant l'objet d'une saisie-exécution.

[La Banque refusera d'exécuter ou de transmettre la modification d'un ordre, donné par un client-personne morale, s'il ne dispose pas du code LEI² de cette personne morale.][modifié le 11 décembre 2017]

2.1.5. Date ultime de placement des ordres

Un "ordre de souscription" sur le marché primaire doit parvenir en temps utile à la Banque, compte tenu de la période de souscription ou de la date de clôture anticipée fixée par l'émetteur du titre.

Un ordre d'achat ou de vente de titres cotés en Bourse ne peut être placé sur le marché réglementé que s'il parvient en temps utile à la Banque, compte tenu des heures d'ouverture du marché visé ainsi

² Legal entity identifier

que d'un délai raisonnable pour la transmission éventuelle de l'ordre pour exécution par l'exécutif d'ordre.

Les "ordres relatifs à des parts d'organismes de placement collectif" doivent parvenir à la Banque au moins 2 heures avant l'heure ultime d'acceptation fixée par l'émetteur dans le prospectus (simplifié). Un ordre transmis trop tard sera présenté à la clôture suivante, aux conditions financières en vigueur à ce moment.

Les ordres relatifs à des titres spécifiques admis à la "vente publique" seront négociés conformément au calendrier spécifique établi par l'organisateur de la vente.

2.1.6. Durée de validité et expiration des ordres de bourse

Sauf instructions spéciales, les ordres de bourse expirent toujours le dernier jour de bourse de l'année, à moins que le règlement du marché où l'ordre est exécuté ne prévoient un autre délai.

Sauf disposition contraire ci-après, tous les ordres de Bourse expirent automatiquement en cas d'opération de régularisation (corporate action), et ce au moment de la régularisation proprement dite.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les ordres de Bourse n'expirent pas en cas de mise en paiement d'un dividende. Les ordres d'achat sur le marché Euronext sont le cas échéant diminués de la valeur du coupon brut payable.

2.1.7. Types d'ordres

Lors du placement ou de la modification d'un ordre de Bourse, le client peut, pour certains titres et pour certaines transactions, opter pour certains types d'ordres tels que décrits ci-après (voir aussi l'annexe: synthèse de la politique d'exécution: instructions spécifiques).

La Banque n'accepte que les types d'ordres suivants sur les marchés Euronext:

- **ordres "au cours du jour"** (ordre normal): ceux-ci doivent être exécutés immédiatement, au meilleur cours défini pour les ordres en sens opposé. En cas d'exécution partielle d'un ordre, la partie de l'ordre non exécutée est convertie en un ordre à cours limite au dernier cours d'exécution;
- **ordres "au meilleur cours"**: des ordres immédiatement exercés sur le marché jusqu'à l'exécution complète de l'ordre (pour autant que le volume disponible sur le marché le permette). Lorsqu'une partie est exécutée, le solde est exercé à un niveau de prix suivant etc. jusqu'à l'exécution complète de l'ordre.
- **ordres "au cours limite"**: des ordres ne pouvant être exécutés qu'au cours limite fixé dans l'ordre ou à un meilleur cours. Le cours limite doit être compatible avec les règles du marché;
- **les ordres "stop"**: des ordres "au cours du jour" exécutés lorsqu'un niveau de prix déterminé est atteint sur le marché;
- **ordres "stop limit"**: des ordres "à cours limite" qui ne seront exécutés que lorsqu'un niveau de cours déterminé est atteint sur le marché.

Les marchés étrangers acceptent essentiellement les ordres de Bourse "au cours limite" ou "au cours du jour". Seul un nombre limité de marchés étrangers acceptent également les "ordres stop".

Les ordres au cours limite et les ordres stop ne peuvent être donnés dans le cadre de conseils en investissements.

2.1.8. Ordres d'achat ou de souscription de titres par le client

La Banque se réserve le droit de ne donner suite aux ordres d'achat et de souscription de titres passés par le client qu'à concurrence de l'avoir disponible sur son compte lié, comme exposé à l'article 2.3.2.

La Banque se réserve également le droit de refuser les ordres relatifs à certains titres ou de ne les accepter qu'à certaines conditions.

En cas de défaut de paiement, les dispositions du Règlement Général des Opérations en matière de gage, de rétention, de réalisation et de compensation sont applicables sans réserve et sans préjudice des privilèges et droits de rétention dont dispose la Banque en vertu du droit financier.

La Banque se réserve en particulier le droit de revendre, aux frais du client, les titres achetés si ces titres ne sont pas payés dans les dix jours bancaires ouvrables après l'achat et de porter en compte les moins-values réalisées sur les avoirs du client.

Le client accepte que la Banque achète, en couverture de l'acquisition de titres sur des marchés réglementés étrangers, les devises nécessaires qui ne sont pas disponibles sur le compte en devises du client. Le cours de change appliqué est le cours en vigueur sur les marchés internationaux au moment de l'exécution de la transaction, majoré ou diminué d'une marge applicable à la valeur considérée. Les cours de change sont disponibles auprès de l'agent.

[La Banque refusera d'exécuter ou de transmettre des ordres d'achat et d'inscription, donnés par un client-personne morale, s'il ne dispose pas du code LEI³ de cette personne morale.][modifié le 11 décembre 2017]

2.1.9. Ordres de vente de titres par le client

Un ordre de vente de titres ne peut être exécuté que si ceux-ci sont inscrits sur le compte-titres, le compte d'épargne-pension ou le compte bons de caisse du client.

Le produit d'un ordre est toujours versé sur le compte lié. La Banque ne mettra le produit de la vente de titres à la disposition du client qu'après réception de la contre-valeur adressée par son correspondant.

Les ordres de vente d'euro-obligations ou d'autres obligations étrangères avec coupons ne sont acceptés que si le laps de temps qui s'écoule entre l'exécution de l'ordre de vente et l'échéance de coupon suivante est d'au moins un mois. Les ordres de vente portant sur des obligations à coupon zéro ne sont acceptés que si le laps de temps qui s'écoule entre l'exécution de l'ordre de vente et l'échéance finale de l'obligation à coupon zéro est d'au moins trois mois.

[La Banque refusera d'exécuter ou de transmettre des ordres de vente, donnés par un client-personne

³ Legal entity identifier

morale, s'il ne dispose pas du code LEI⁴ de cette personne morale.][modifié le 11 décembre 2017]

2.1.10. Offre limitée à la souscription sur le marché primaire

Les ordres de souscription peuvent être passés pendant la période de souscription, jusqu'à épuisement du stock. La souscription peut également être clôturée par anticipation par l'émetteur du titre. En cas de souscription, la Banque adaptera sa politique d'affectation des ordres (voir annexe politique d'exécution).

2.1.11. Plaintes relatives aux ordres

Toute plainte à propos d'un ordre doit être adressée par écrit à la Banque dès que le client a connaissance de l'irrégularité, et dans tous les cas dans les 60 jours suivant la date du bordereau qui confirme l'exécution. La plainte doit être adressée au Customer Relations de la Banque, à l'adresse suivante : Customer Relations, AXA Bank, Grotesteeweg 214, 2600 Berchem ou customer.relations@axa.be. D'autres coordonnées sont disponibles sur le site web de la Banque.

2.1.12. Livraison des titres

Les titres sont toujours livrés par inscription sur le compte conformément l'article 2.3.1.

2.1.13. Pouvoirs d'investigation des autorités

Le client autorise irrévocablement la Banque à fournir aux autorités compétentes toutes les informations que celles-ci pourraient réclamer en vertu des pouvoirs d'investigation que leur confère la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, de même que toute disposition légale ou réglementaire complétant ou remplaçant éventuellement les prescriptions précitées. La même autorisation vaut en faveur des autorités compétentes pour les marchés étrangers. Le simple fait de donner un ordre implique confirmation irrévocable de cette autorisation par le client.

Article 2.2: Encaissement d'un nombre limité de titres au porteur

2.2.1. Titres belges au porteur

En vertu de la loi du 14 décembre 2005 portant la suppression des titres au porteur, les titres belges au porteur n'existent plus depuis le 1^{er} janvier 2014 (voir aussi l'article 2.3.4.). L'encaissement de ces titres n'est dès lors plus possible, [sauf pour un nombre limité de titres au porteur][modifié le 11 décembre 2017] qui sont arrivés à échéance au plus tard le 31 décembre 2013.

Les titres au porteur dont l'échéance est postérieure au 1^{er} janvier 2014 pourront uniquement être réalisés comme décrit à l'art 2.3.4.

2.2.2. Règles générales

Les règles suivantes s'appliquent uniquement à une sélection limitée de titres au porteur étrangers et belges arrivés à échéance [respectivement au plus

tard le 16 février 2016 et le 31 décembre 2013.] [modifié le 11 décembre 2017]

Le client qui présente des titres ou des coupons à l'encaissement ou à la réalisation se charge lui-même de la vérification des échéances, des listes de tirage et des listes des titres frappés d'opposition. Il décharge la Banque de toute responsabilité à cet égard et se charge du remboursement immédiat de tous les montants indûment perçus, majorés des frais, qu'il autorise la Banque à débiter d'un quelconque de ses comptes. Ceci vaut également lorsque, pour une raison quelconque, la Banque n'obtient pas le paiement du produit des titres proposés à l'encaissement.

La Banque peut ajourner le paiement du produit de l'aliénation de titres ou de coupons jusqu'à ce que la contre-valeur lui en ait été adressée par son correspondant.

La Banque se réserve le droit de ne pas proposer ce service pour tous les titres. La Banque peut pour ce service imputer un tarif mentionné dans la liste des tarifs.

Article 2.3: Conservation de titres sur le compte

2.3.1. Types de comptes

Tous les titres sont inscrits sur un compte. En fonction du type de titre, l'inscription se fait respectivement sur un compte-titres, un compte bons de caisse ou un compte d'épargne-pension.

Sont inscrits sur un compte bons de caisse:

- les bons de caisse émis par la Banque;
- les certificats subordonnés émis par la Banque.

Sont inscrits sur un compte d'épargne-pension:

- les parts dans un fonds d'épargne-pension.

Tous les autres titres acceptés par la Banque sont inscrits sur le compte-titres.

Si la Banque agit comme banque dépositaire pour la gestion d'actifs d'Architas, toutes les opérations sur titres exécutées dans le cadre de cette gestion d'actifs s'effectuent, par dérogation au présent article, par le biais d'un compte-titres exclusivement réservé à cet effet, ouvert au nom du client.

2.3.2. Fonctionnement du compte-titres, du compte bons de caisse et du compte d'épargne-pension

Le fonctionnement du compte-titres, du compte bons de caisse et/ou du compte d'épargne-pension nécessite l'ouverture et/ou le maintien d'un compte à vue ou d'un compte d'épargne au nom du client (ci-après dénommé "compte lié"). Au compte-titres peut également être lié un compte en devises. Toutes les transactions de paiement relatives à des opérations sur titres passeront par ce(s) compte(s) lié(s).

L'ouverture de ces comptes est soumise à l'application de l'article 1.26 du Règlement général des opérations.

Lorsqu'un compte-titres ou un compte bons de caisse est ouvert conjointement par un nu-propriétaire et un usufruitier, tous deux doivent être titulaires d'un compte lié pour pouvoir l'un encaisser le capital, l'autre encaisser les revenus.

⁴ Legal entity identifier

Les conditions et modalités spécifiques du compte d'épargne-pension sont fixées dans la **5^{ème} partie** de ce règlement. Les conditions et modalités spécifiques du plan d'investissement sont fixées dans la **6^{ème} partie** de ce règlement.

2.3.3. Règles générales relatives aux titres inscrits sur un compte

La Banque inscrit sur le compte les titres belges comme les titres étrangers. La Banque se réserve toutefois le droit de refuser la souscription de certains titres ou de ne l'accepter qu'à certaines conditions.

A l'exception de l'encaissement, toute opération relative à des titres au porteur est subordonnée à leur inscription préalable sur le compte du client.

2.3.4. Dématérialisation de titres belges au porteur.

En vertu de la loi du 14 décembre 2005 portant suppression des titres au porteur, les titres belges n'existent plus depuis le 1^{er} janvier 2014 que sous forme dématérialisée (seule l'inscription sur un compte-titres constitue la preuve de la propriété du titre) ou sous forme nominative (l'inscription dans le registre des titres de l'émetteur constitue la preuve de la propriété du titre).

Par conséquent tous les titres belges au porteur encore en circulation ont été convertis de plein droit en titres dématérialisés et inscrits sur un compte-titres au nom de l'émetteur (au cas où l'émetteur n'aurait pas opté pour des titres dématérialisés, les titres ont été inscrits au nom de l'émetteur dans le registre des titres de l'émetteur) jusqu'au moment où l'ayant droit se fait connaître et demande la conversion en son nom propre par inscription sur un compte-titres ouvert à son nom.

L'exercice de tout droit attaché à un titre au porteur (dont le droit au coupon, le droit de vote, ...), a été suspendu le 1^{er} janvier 2014. Le 30 novembre 2015 au plus tard, l'émetteur a vendu les titres dont les détenteurs ne se sont pas manifestés et a versé le produit des titres, après déduction des frais, à la Caisse des Dépôts et Consignation. A partir du 1^{er} janvier 2016, le titulaire peut se présenter à la Caisse des Dépôts et Consignation ou à un agent qu'il a indiqué et demander la récupération du produit, après déduction de la pénalité applicable.

Plus aucune livraison matérielle de titres n'est possible, pas même pour les titres au porteur étrangers.

2.3.5. Inscription des titres

Seule l'inscription sur le compte prouve le droit de propriété sur le titre.

Les titres ne sont inscrits sur le compte-titres que le client détient à la Banque qu'après leur réception par le biais d'un système de compensation (ex. Euroclear ou la BNB) ou après confirmation de leur inscription auprès du correspondant de la Banque.

2.3.6. Transfert de titres

Les titres inscrits sur un compte ne peuvent être transférés que de manière scripturale, tant vers un autre compte à la Banque que vers un compte ouvert

auprès d'un autre établissement financier. Le client donne un ordre de transfert à cet effet.

Pour une demande de transfert vers ou depuis un compte ouvert auprès d'un autre établissement financier, le client doit également transmettre une instruction claire à l'autre établissement concerné, conformément aux règles applicables chez ce dernier. La Banque mettra tout en œuvre pour exécuter une demande de transfert dans un délai raisonnable, mais elle dépend à cet effet de tiers tels que l'établissement financier concerné. La Banque ne peut être tenue pour responsable de préjudices éventuels consécutifs à un transfert tardif.

La Banque peut réclamer des frais de transfert de titres vers un compte ouvert auprès d'un autre établissement financier conformément au tarif figurant dans la liste des tarifs de la Banque.

La Banque peut refuser le transfert des titres inscrits sur un compte aussi longtemps que le client lui est redevable d'un quelconque montant.

La Banque n'exécute plus d'ordres relatifs à des titres pour lesquels un ordre de transfert vers un autre compte ou un autre établissement financier a déjà été passé.

[La Banque refusera des ordres de transfert, donnés par un client-personne morale, s'il ne dispose pas du code LEI⁵ de cette personne morale.][modifié le 11 décembre 2017]

2.3.7. Titres nominatifs - nominee

Certaines Sicav (= organismes de placement collectif) de droit étranger commercialisées par la Banque proposent exclusivement des actions nominatives.

Le client qui souscrit à de telles actions nominatives a le choix:

- soit d'adhérer au régime du *nominee*, dans le cadre duquel la Banque fait office de *nominee*;
- soit de se faire inscrire directement en tant qu'actionnaire dans le registre des actionnaires.

Si le client opte pour le régime du *nominee* et si des actions au porteur sont converties en actions nominatives lors de leur dépôt en application de l'article 2.3.6. ci-dessus, cela implique que ses droits en tant que détenteur concerné d'actions Sicav nominatives sont inscrits sur un compte-titres ouvert à son nom personnel auprès de la Banque (le "Nominee"), cependant que les inscriptions conjointes de tous les clients ayant opté pour cette technique (les investisseurs Nominee) ont des retombées au niveau de l'inscription globale effectuée au nom de la Banque pour le compte des investisseurs Nominee au registre des actionnaires de la Sicav.

En sa qualité d'intermédiaire centralisateur, la Banque veille à l'exécution des inscriptions au registre des actionnaires. Elle se charge par ailleurs de l'enregistrement correct des droits du client sur son compte-titres individuels.

Les droits individuels de chaque client sont garantis par les dispositions et mesures légales énumérées ci-après:

⁵ Legal entity identifier

En vertu de l'arrêté royal n° 62 du 10 novembre 1967 favorisant la circulation des instruments financiers, le détenteur d'une inscription au compte-titres (le client) dispose d'un droit de revendication relatif aux titres dont il est propriétaire, qui s'applique à l'égard de tous les tiers, en particulier en cas d'insolvabilité de la Banque, même si les droits du client concourent avec ceux d'autres créanciers de la Banque.

Le client a droit à la communication de toutes les informations (rapports périodiques, documents relatifs aux assemblées générales, comptes annuels, ...) dont la législation en vigueur exige qu'elles soient communiquées aux actionnaires nominatifs. La Banque transmettra sans attendre toute notification légale à l'agent, pour lui permettre de la communiquer immédiatement aux clients qui lui en font la demande. Ces communications seront expédiées par courrier à l'adresse renseignée par le client moyennant remboursement des frais de port.

Pour autant qu'une demande écrite lui soit adressée au plus tard 30 jours avant l'assemblée générale de la Sicav concernée, la Banque prend toutes les mesures administratives visant à permettre au client d'exercer son droit de vote. A défaut de demande introduite dans le délai imparti, la Banque exercera toujours le droit de vote dans l'intérêt commun et exclusif des investisseurs Nominees.

Si le client opte d'emblée pour l'inscription directe de ses actions au registre des actionnaires ou s'il choisit par la suite de passer du système du nommée à celui de l'inscription directe, il est directement et personnellement inscrit au registre des actionnaires de la Sicav. Le client fera toujours ce choix dans les délais fixés, le cas échéant au plus tard au moment de l'inscription, et en fait explicitement part à la Banque.

Dans le cas du passage dont question ci-dessus, la Banque imputera une indemnité dont le tarif est fixé et communiqué par la Banque.

2.3.8. Mesures de protection des titres en dépôt à la Banque

La Banque veille à ce que les titres qui lui sont confiés par le client soient clairement enregistrés dans ses livres et à ce qu'ils soient clairement dissociés des titres qui lui appartiennent et de ceux qui lui sont confiés par d'autres personnes.

Lorsque la Banque fait appel à des tiers pour la conservation des titres (voir article 2.3.9.), elle veille à ce que les titres qui lui sont confiés par ses clients ne soient pas inscrits sur les mêmes comptes que les titres qui lui appartiennent personnellement.

[Par ailleurs, la Banque a adhéré au système de protection des dépôts et des instruments financiers. En principe, les clients peuvent récupérer l'intégralité de leurs titres sur un compte chez AXA lors de la faillite de la Banque. Si exceptionnellement cette récupération ne serait pas possible, la Caisse de Protection des Dépôts et Instrument Financiers interviendra à concurrence de 20.000 eur au maximum. La perte éventuelle en valeur des titres par rapport au prix d'achat n'est pas couverte par le fonds de protection. Le client peut retrouver plus de renseignements sur www.fonds.de.protection.be] [modifié le 11 décembre 2017]

2.3.9. Tiers dépositaires auxquels la Banque fait appel

La Banque fait appel à d'autres organismes pour la conservation de titres. Elle garantit qu'elle fait preuve du soin nécessaire dans le choix de ces organismes et qu'elle effectue le suivi précis et régulier des inscriptions sur le compte des clients auprès de ces organismes. Sans préjudice de cette obligation de la Banque, elle ne peut être tenue pour responsable des erreurs ou de l'insolvabilité du tiers dépositaire.

En règle générale, la Banque ne fait appel, pour la conservation des titres de ses clients, qu'à des établissements de crédit et/ou des entreprises d'investissement et/ou de liquidation soumis au droit de l'Union européenne, sauf lorsque la provenance particulière des titres rend nécessaire leur conservation par un tiers sis en dehors de l'Union européenne.

L'inscription des titres du client sur le compte d'un tiers dépositaire peut engendrer l'application du droit national de ce dernier ou du lieu de la conservation. Lors du choix du tiers dépositaire, la Banque s'assure dans la mesure du possible que les intérêts du client ne soient pas inutilement compromis par le droit national du dépositaire ou du lieu de conservation.

La Banque est responsable du choix du tiers dépositaire. Elle n'est par contre pas responsable vis-à-vis du client des conséquences d'une procédure d'insolvabilité éventuellement engagée contre le tiers dépositaire. Le cas échéant, la Banque mettra tout en œuvre pour qu'il soit procédé dans les meilleurs délais à la déclaration et au recouvrement dans le cadre de la procédure d'insolvabilité locale. Si, en dépit de ces mesures et des actions de la Banque, un nombre insuffisant de titres peut être récupéré dans le cadre d'une telle procédure d'insolvabilité pour pouvoir satisfaire tous les clients de la Banque, la répartition se fera au prorata. Le cas échéant, la Banque fournira à chaque client concerné les pièces destinées à lui permettre de continuer à faire valoir ses droits.

[Les titres des clients de la Banque sont conservés auprès du tiers dépositaire sur un compte individualisé du client et gardé séparé des comptes que la Banque détient elle-même auprès du tiers dépositaire ou les comptes de ce tiers dépositaire-même.]

Ce qui est mentionné ci-dessus, n'est pas d'application pour les parts d'un fonds commun de placement BNP Paribas B Pension (épargne-pension) de clients, qui sont détenus auprès de BNP Paribas Fortis sur un compte globale (omnibus) au nom de la Banque.] [modifié le 11 décembre 2017]

2.3.10. Clients ayant qualité de contribuables américains

Afin d'éviter les obligations de rapportage FATCA⁶ au fisc américain, la Banque résiliera sa relation avec le client dans le cadre de ce règlement, en respectant un préavis de 2 mois, dès qu'elle aura appris que le client est devenu un contribuable américain.

Les titres pour lesquels le client n'a pas encore donné d'instruction de transfert à l'expiration de cette période de préavis mentionnée ci-avant, restent

⁶ Foreign Account Tax Compliance Act

toujours disponibles auprès de la Banque par l'intermédiaire de l'agent. Jusqu'à ce moment, ces titres, ou le cas échéant le capital des titres entre-temps échus et les intérêts ou les dividendes à payer, seront simplement conservés par la Banque, sans générer d'intérêts supplémentaires.

La Banque se réserve le droit d'imputer des frais de garde selon les tarifs en vigueur au sein de la Banque pour les droits de garde. Ils peuvent être imputés sur la contre-valeur des titres échus, des intérêts ou des dividendes payés.

Article 2.4: Gestion de titres détenus sur le compte

2.4.1. Gestion administrative

La gestion administrative par la Banque des titres reçus en dépôt comprend:

- la conservation des titres, comme décrit à l'article 2.3.;
- les opérations de régularisation obligatoire (notamment la division, la conversion obligatoire, le changement de nom, l'obtention des titres attribués gratuitement, ...);
- l'encaissement des intérêts, dividendes et autres produits, ainsi que le paiement du capital à l'échéance;
- la vérification des tirages et calls;
- le versement des montants correspondants sur le compte lié.

La Banque informe le client par écrit ou par homebanking des opérations de régularisation facultative (notamment dividendes optionnels, offres publiques d'achat, souscriptions avec droits, ...) dans la mesure où elle en a connaissance. Ce devoir d'information ne s'applique pas aux opérations de régularisation des organismes de placement collectif.

La Banque gère ces opérations de régularisation facultatives conformément aux instructions du client, pour autant que celles-ci lui parviennent dans le délai imparti. A défaut, elle se conforme à l'instruction type décrite dans la lettre.

La Banque n'est pas tenue à l'exécution d'autres opérations que celles énumérées ci-dessus. A l'exception des cas de service nommée tel que décrit à l'article 2.3.7., ou quand la Banque constaterait que le client ne ferait plus partie du marché cible du titre, la Banque n'est en outre pas tenue d'informer le client d'avis qu'elle recevrait au sujet de procédures et/ou événements relatifs à des titres ou à des émetteurs tels que:

- procédure d'insolvabilité (ex. Chapitre 11)
- class action
- un changement de rating de titres inscrits sur un compte-titres.

La Banque ne peut par conséquent être tenue pour responsable si elle n'informe pas le client de tels avis, même si la Banque devait à titre occasionnel ou même répétitif, communiquer de tels événements au client.

En outre, il n'incombe pas à la Banque de conseiller ni d'assister le client dans de tels cas.

La Banque ne donne pas de conseil ou d'assistance administrative à cet effet.

La Banque refusera d'exécuter ou de transmettre des ordres d'achat et d'inscription, donnés par un client-

personne morale, s'il ne dispose pas du code LEI⁷ de cette personne morale.][modifié le 11 décembre 2017]

2.4.2. Confirmation d'exécution d'ordre, envoi de relevés de titres en compte et des frais et charges totaux imputés ayant trait à ces titres et services d'investissements et rapports périodiques quant à l'adéquation du portefeuille/fonds d'épargne-pension

Toute transaction effectuée sur un compte-titres, un compte bons de caisse ou un compte d'épargne-pension est confirmée au client au moyen d'un bordereau d'exécution.

[Chaque fois que la Banque le juge utile et au moins quatre fois par an (après le 31 mars, le 30 juin, le 30 septembre, le 31 décembre), un relevé des titres détenus sur le compte-titres, sur le compte bons de caisse ou sur le compte d'épargne-pension est adressé au client.

La Banque fournit au client au minimum 1 fois par an un relevé de tous les frais et charges liés aux services d'investissements et aux titres sur son compte-titres, compte bons de caisse et/ou compte d'épargne-pension.

Ces coûts totaux sont exprimés dans 1 montant et dans 1 pourcentage et sont basés sur les coûts et charges réels imputé au client.

Sur ce relevé de coûts et charges, la Banque mentionne également :

- le montant réel et le pourcentage des paiements et, le cas échéant, les avantages qu'elle a reçus de tiers (voir partie 4 de ce règlement) ayant trait aux titres que le client détient sur son compte-titres, son compte bons de caisse et son compte d'épargne-pension
- une illustration qui reflète l'effet cumulatif de ces coûts et charges sur le rendement de son (ses) investissement(s).

En cas de résiliation de la relation client, la Banque fournira le plus rapidement possible le relevé des coûts et charges pour la période écoulée.

Le client peut demander de ce relevé de coûts et charges un détail via Customer Relations à l'adresse suivante : Customer Relations, AXA Bank, Grotesteenweg 214, 2600 Berchem ou customer.relations@axa.be.

La Banque fournit au client au minimum 1 fois par an un rapport sur le caractère adéquat du portefeuille client/ fonds d'épargne-pension, comme mentionné à l'article 1.1 et 1.2.] [modifié le 11 décembre 2017]

Les bordereaux, les relevés et les rapports susmentionnés sont expédiés à l'adresse communiquée par le client, au prix renseigné dans la liste des tarifs. La Banque présume que le client a pris connaissance du contenu des documents susmentionnés dans les 30 jours suivant la date du document et a signalé des éventuelles erreurs ou irrégularités au plus tard 60 jours après cette date.

Le client qui a également accès à homebanking/mobile banking peut choisir de recevoir, imprimer et sauvegarder au format

⁷ Legal entity identifier

électronique les bordereaux d'exécution. Ce choix implique qu'il ne recevra plus les bordereaux en leur version papier. Le choix est posé par compte-titres séparément et peut être révoqué à tout moment.

Pour le client qui a également accès à homebanking, les relevés et rapports susmentionnés seront envoyés à la boîte aux lettres digitale, à moins que le client n'ait explicitement déclaré par l'intermédiaire de l'agent ou du contact center de la Banque (03/286.66.55) qu'il souhaitait encore recevoir ce relevé et/ou rapports sur papier. Le cas échéant, il recevra ce relevé à la fois sur papier et par voie électronique. Pour toutes les autres dispositions relatives à la boîte aux lettres digitale, la Banque fait référence aux dispositions de l'article 4.1.5. du règlement homebanking.

Les bordereaux, relevés et rapports électroniques du compte-titres restent au moins 1 an à la disposition du client dans homebanking. Le client peut les imprimer et les sauvegarder pendant cette période. Si après un an, ces documents ne devaient plus être disponibles, le client peut toujours en demander un duplicata par le biais de l'agent au prix mentionné dans la liste des tarifs.

Le client s'engage à consulter au moins tous les 30 jours ses bordereaux et relevés mis à sa disposition par voie électronique et à prendre connaissance des transactions et communications qui y figurent. Sauf contestation écrite dans les 60 jours suivant la date du document, la Banque partira définitivement du principe que le client est d'accord sur son contenu.

2.4.3. Application de la valeur

La date valeur est la date d'échéance, s'il s'agit d'un jour bancaire ouvrable. Si la date d'échéance n'est pas un jour bancaire ouvrable, le compte est crédité avec valeur le premier jour bancaire ouvrable suivant. Toutefois, la Banque se réserve le droit d'attendre le paiement des dividendes, des intérêts et du capital par le correspondant.

Pour l'application de la valeur de titres régis par le biais d'un prospection d'émission, la Banque fait référence aux prospectus respectifs.

3ème PARTIE: CONFLITS D'INTERETS

Un conflit d'intérêts qui survient lors de services d'investissement est un conflit entre, d'une part, l'intérêt d'un client ou des clients entre eux et, d'autre part, un intérêt de la Banque ou d'une entreprise au sein du groupe auquel appartient la Banque ou encore d'un administrateur, d'un dirigeant effectif, d'un travailleur salarié ou d'un agent et à la suite duquel le client subit un préjudice.

La Banque consigne dans un inventaire tous les conflits d'intérêts pouvant se produire dans la(les) relation(s) précitée(s). Pour chacun de ces conflits d'intérêts potentiels, des procédures ont été élaborées et des mesures prises afin de les prévenir ou de les gérer. Ces procédures et mesures sont décrites dans la note de politique générale de la Banque relative aux conflits d'intérêts.

Lorsque, lors de l'accomplissement d'un service d'investissement, un conflit d'intérêts se produit ou peut se produire, entraînant un risque réel d'atteinte

aux intérêts du client, et si ce conflit ne peut être évité ou est ingérable, la Banque notifie le conflit d'intérêts au client touché avant d'exécuter la transaction.

La Banque tiendra à jour dans un registre les données relatives au conflit d'intérêts constaté.

La note de politique générale mentionnée ci-dessus fait l'objet d'une évaluation annuelle et d'une adaptation, si nécessaire. L'inventaire correspondant est également actualisé lors de cette évaluation.

Des précisions sur la politique générale sont communiquées par écrit au client qui en fait la demande expresse.

4ième PARTIE: LES AVANTAGES RECUS DE TIERS OU PAYES A DES TIERS

[La Banque distribue des OPC (Sicav's, fonds communs de placement et fonds d'épargne-pension) de gestionnaires dont elle peut percevoir des indemnités et éventuellement des avantages.

Si la Banque perçoit de tels indemnités et avantages, le client est avisé en temps utile du genre, de la nature, du montant ou du mode de calcul éventuel de telles indemnités et le cas échéant d'une description des petits avantages non-liquides via les relevés des charges et coûts, comme mentionnés dans l'article 1.4. et 2.4.2. de ce règlement.] [modifié le 11 décembre 2017]

Le client peut recevoir plus d'infos sur sa demande sur les avantages reçus de tiers par la Banque via Customer Relations, à l'adresse suivante : Customer Relations, AXA Bank, Grotesteenweg 214, 2600 Berchem ou customer.relations@axa.be.

5ème PARTIE: DISPOSITIONS SPECIFIQUES RELATIVES A L'EPARGNE-PENSION

Article 5.1: Ouverture du compte d'épargne-pension

Par compte d'épargne-pension, il faut entendre le compte d'épargne collectif prévu à l'article 145/16 du Code des impôts sur les revenus (CIR). Ce compte est soumis aux règles fiscales contenues dans les articles 145/8 à 145/16 CIR et leurs amendements éventuels.

Le compte d'épargne-pension est ouvert pour chaque résident belge ou résident de l'Espace économique européen âgé de 18 à 65 ans, qui effectue des versements dans le but de bénéficier d'un abattement fiscal, comme visé à l'article 145/1,5° CIR. Les conditions d'âge doivent être remplies au 31 décembre de la période imposable.

Le compte d'épargne-pension ne peut être ouvert qu'au nom d'une seule personne et avec un conseil en investissements, comme mentionné à l'article 1.6.2. de ce règlement.

Article 5.2: Versements sur le compte d'épargne-pension

Les versements que le client effectue sur son compte d'épargne-pension sont convertis en parts d'un fonds commun de placement de droit belge. Selon le choix effectué par le client, il s'agit respectivement de BNP Paribas B Pension Stability, BNP Paribas B Pension

Balanced ou BNP Paribas B Pension Growth⁸. Cette conversion se fait sous forme de souscriptions nominatives à un compte d'épargne collectif: le compte d'épargne-pension d'AXA Banque.

Le total des versements annuel effectués sur le compte d'épargne-pension du client ne peut pas excéder le plafond fiscal. Ce dernier est le montant fixé à l'article 145/8 du Code des impôts sur les revenus.

Lorsque des versements sont effectués sur un compte d'épargne-pension unique, et que ceux-ci dépassent le plafond fiscal autorisé, la Banque remboursera automatiquement le montant excédentaire sur le compte paiements lié au compte d'épargne-pension.

[Le client a le choix de verser le montant annuel maximum permis par l'administration fiscale en une fois et de façon récurrente partant du compte paiements lié au compte d'épargne-pension.

La Banque tient compte dans sa communication et dans ses systèmes du montant/des sommes maximales admis légalement qui peut/peuvent varier d'une année de revenus à l'autre.] [modifié le 11 décembre 2017].

Article 5.3: Transferts d'un fonds d'épargne-pension vers un autre

Le CIR et ses arrêtés d'exécution définissent le régime fiscal appliqué aux transferts.

Les transferts sont exécutés à la demande expresse du client au moyen des documents bancaires conçus à cet effet. Les transferts seront toujours complets. La Banque n'accepte pas de transferts partiels.

Dans le cas d'un transfert d'un compte d'épargne-pension vers un compte d'épargne-pension ouvert auprès d'un autre établissement financier, la Banque peut imputer des frais en fonction du tarif mentionné dans la liste des tarifs de la Banque.

Des transferts entre des fonds d'épargne-pension de la Banque peuvent seulement être réalisés avec conseil en investissements, comme mentionné à l'article 1.6.2 de ce règlement.

Article 5.4: Ventes

Les ventes sont effectuées à la demande expresse du client au moyen des documents bancaires conçus à cet effet et sont assujetties aux règles fiscales définies dans le CIR.

6^{ème} partie : DISPOSITIONS SPECIFIQUES RELATIVES AU PLAN D'INVESTISSEMENT

Article 6.1.: Ouverture d'un plan d'investissement

Avant d'être en mesure d'ouvrir un plan d'investissement, le client est tenu de disposer d'un compte-titres auprès de la Banque, sur lequel les titres acquis dans le cadre du plan d'investissement peuvent être inscrits. Le client est également tenu de

disposer d'un compte à vue ou d'épargne lié au compte-titres. Toutes les opérations de paiement relatives aux transactions de titres s'effectueront via ce compte.

Le client a la possibilité par plan d'investissement d'investir régulièrement et automatiquement un montant fixe dans plusieurs compartiments d'OPC (ci-après nommés fonds). Ces fonds font toujours partie de l'offre avec conseil de la Banque, comme mentionné à l'article 1.2. de ce règlement. Dans le cadre du conseil en investissements, la Banque proposera au client, uniquement les fonds et le montant maximum à investir, qu'elle estime adéquats compte tenu de la situation personnelle du client.

Le client a la possibilité, lors de l'ouverture du plan d'investissement, d'introduire par fonds une fréquence d'investissement (mensuelle, trimestrielle, semestrielle et annuelle) et un montant à investir de minimum 25 eur (frais inclus). De plus, le client peut introduire par fonds une date de début (= date de 1^{ère} exécution) et une date de fin. Le mois de la date de fin est le dernier mois pendant lequel des achats seront effectués. Si le client n'introduit pas de date de fin, l'investissement dans le fonds continue de façon illimitée suivant la fréquence et le montant indiqués.

Tous les ordres qui font partie d'un plan d'investissement seront toujours exécutés le 5^{ème} jour calendrier du mois ou le premier jour ouvrable suivant (en fonction de la clôture du fonds concerné).

[Un plan d'investissement avec conseil en investissements peut uniquement être ouvert chez un agent bancaire.

Un plan d'investissement peut également être ouvert à l'initiative du client, par homebanking et mobile banking. Pour des transactions d'achat, la Banque mettra quelques écrans d'information à disposition qui aident le client lors de son choix de fonds. Mais la Banque ne se prononce pas sur l'adéquation du choix effectué par le client. Ces écrans informatifs ne peuvent donc pas être considérés comme conseil en investissement.][modifié le 11 décembre 2017]

Article 6.2. Devoir d'information de la Banque

[Tous les devoirs d'information qui ont déjà été décrits dans ce règlement, sont également intégralement d'application sur les transactions et services d'investissement dans le cadre d'un plan d'investissement.][modifié le 11 décembre 2017]

Article 6.3. Modification et résiliation du plan d'investissement

En principe, le client peut modifier les éléments suivants de son plan d'investissement :

- ajouter ou supprimer un (des) fonds
- modifier le montant d'investissement par fonds, pour autant que le montant ne soit pas inférieur à 25 eur (frais inclus)
- modifier la fréquence d'investissement par fonds
- introduire une date de fin ou modifier cette date vers une date ultérieure
- Modifier la date de 1^{ère} exécution vers une date ultérieure, pour autant que cette date ne soit pas encore atteinte,

[Les modifications mentionnées ci-avant doivent être effectuées chez l'agent, si le client a ouvert le plan

⁸ Jusqu'au 14 décembre 2015, ils étaient commercialisés sous le nom commercial AXA B Pension Fund Stability, AXA B Pension Fund Balanced et AXA B Pension Fund Growth

d'investissement via l'agent ou via mobile banking s'il a ouvert le plan d'investissement via ce canal.][modifié le 11 décembre 2017]

Le client peut également résilier à tout moment son plan d'investissement via le même canal que celui utilisé lors de l'ouverture du plan d'investissement. Ceci implique que les investissements automatiques dans le plan d'investissement sont suspendus. Les parts de fonds déjà achetées restent inscrites sur le compte-titres du client, aussi longtemps qu'il n'a pas donné d'ordre de vente. Les ordres de vente sont exécutés selon les règles décrites dans le prospectus concerné.

7ème PARTIE: DISPOSITIONS SPECIFIQUES RELATIVES AUX BONS DE CAISSE EMIS PAR LA BANQUE⁹

Les bons de caisse sont émis sous forme dématérialisée. Pour les bons de caisse émis par la Banque, la Banque intervient elle-même comme le sommet de la pyramide de ces titres (c'est-à-dire en tant que membre affilié au sens de l'arrêté royal coordonné n° 62 du 10 novembre 1967).

Un bon de caisse est productif d'intérêts à partir de sa date d'émission. La date d'émission peut être choisie entre le premier jour du mois de la souscription et le premier jour du mois suivant.

Si un bon de caisse est émis le premier jour du mois suivant le mois de la souscription, la Banque alloue un intérêt pour la période qui s'étend entre la date de souscription et la date d'émission, mais à concurrence de 30 jours au maximum.

Si un bon de caisse est émis le premier jour du mois de la souscription, le client est redevable à la Banque d'un intérêt pour la période qui s'étend entre la date d'émission et la date de souscription. Si le taux d'intérêt subi une modification, le client ne peut plus souscrire aux bons de caisse émis avant le changement de taux.

A l'exception du bon de capitalisation, les coupons sont payables annuellement et lors de la souscription, le client est invité à choisir entre la capitalisation des intérêts et leur paiement sur son compte lié.

⁹ Sauf communication autre aux clients, plus aucun bon de caisse ne sera provisoirement émis par la Banque. Les dispositions de la partie 7 de ce règlement s'appliquent aux bons de caisse qui ont été précédemment émis par la Banque..

Annexe: Synthèse de la politique d'exécution et de transfert des ordres relatifs aux instruments financiers en vigueur chez AXA Banque pour les clients non professionnels

1. Contexte

La directive "Markets in Financial Instruments II" ("MiFID II") exige qu'AXA Banque, ci-après dénommée la Banque, s'engage avec loyauté, équité et professionnalisme à agir dans l'intérêt de ses clients lors de l'exécution de services d'investissement. Cela implique notamment que lors de l'exécution des ordres, la Banque doit prendre des mesures suffisantes pour obtenir pour ses clients le meilleur résultat possible. Ce principe est qualifié "d'exécution optimale" ou "best execution".

Pour satisfaire à l'obligation de "best execution", la Banque a développé une politique d'exécution et de transfert d'ordres.

2. Champ d'application de la politique d'exécution et de transfert d'ordres

La politique d'exécution et de transfert d'ordres est applicable à tous les ordres relatifs à des instruments financiers, que la Banque qualifie de "titres", tant en interne que dans sa communication avec les clients, et qui peuvent être placés auprès de la Banque par des clients non professionnels (ou des clients retail), soit par l'intermédiaire d'un agent bancaire AXA, soit dans AXA homebanking. Cette politique ne s'applique pas aux clients pouvant être qualifiés de professionnels. **Ce document comprend une synthèse des principaux éléments de cette politique générale.**

3. Approche de la Banque

3.1. Généralités

Dans le cadre de sa politique d'exécution et de transfert d'ordres, la Banque a élaboré des dispositions qui veillent à ce que les ordres de ses clients (en fonction des caractéristiques de l'ordre) soient:

- exécutés sur les lieux d'exécution¹⁰ qui produisent de façon cohérente le meilleur résultat possible (= **exécution directe**). Un lieu d'exécution peut être par exemple une bourse, une plateforme de négociation, une autre entreprise ou éventuellement la Banque elle-même; et/ou
- transmis à d'autres entreprises qui se chargeront de leur exécution et qui, lors de cette exécution, obtiendront de manière cohérente le meilleur résultat possible (désignées sous le nom d'exécuteurs d'ordres) (= **exécution indirecte**).

La Banque souhaite attirer l'attention de ses clients sur le fait qu'elle s'acquittera de son obligation de "best execution" en exécutant les ordres conformément aux réglementations mentionnées ci-dessous, même si, dans une situation exceptionnelle donnée, cela ne produit pas le meilleur résultat possible pour le client concerné. En effet, l'obligation de "best execution" implique de faire le nécessaire pour obtenir de façon cohérente le meilleur résultat possible pour les ordres de clients et non d'obtenir le meilleur résultat possible pour chacun des ordres.

3.2. Processus de sélection des lieux d'exécution et des exécuteurs d'ordres

Afin de déterminer sur quels lieux d'exécution un ordre sera exécuté ou à quel exécuteur d'ordres un ordre sera transféré, la Banque a élaboré un processus de sélection de lieux d'exécution et d'exécuteurs d'ordres.

3.2.1. Contre-prestation totale comme critère du meilleur résultat possible

Le processus de sélection du lieu d'exécution et des exécuteurs d'ordres est basé sur le principe de "contre-prestation totale". Cela signifie que pour l'exécution d'ordres, les lieux d'exécution et exécuteurs d'ordres sélectionnés seront ceux qui fournissent (fourniront) de façon cohérente le meilleur résultat possible en termes de contre-prestation totale. La contre-prestation totale comprend:

- le prix du titre sur lequel porte l'ordre, c'est-à-dire le prix qui devra être payé en cas d'achat et le prix qui sera perçu en cas de vente; et
- les frais liés à l'exécution, c'est-à-dire toutes les dépenses à charge des clients et qui sont en relation directe avec l'exécution des ordres (comme notamment les indemnités qui doivent être payées à des lieux d'exécution et des exécuteurs d'ordres).
- les volumes disponibles sur les différents lieux d'exécution.

3.2.2. Facteurs

3.2.2.1. Sélection des lieux d'exécution

Afin de déterminer quels lieux d'exécution donne(ro)nt le meilleur résultat possible, la Banque tient compte des facteurs suivants, qu'elle juge déterminants pour la qualité d'exécution d'un ordre (c'est-à-dire les "facteurs d'exécution"):

- le prix du titre sur lequel porte l'ordre;
- les frais liés à l'exécution;
- la rapidité et la probabilité d'exécution de l'ordre¹¹;

¹⁰ Chaque marché réglementé, MTF, internalisateur systématique, un teneur de marché ou autre fournisseur de liquidité ou une entité en dehors de l'espace économique européen qui s'acquitte de fonctions similaires à celles des autres participants susmentionnés.

- la rapidité et la probabilité du règlement de l'ordre¹²;
- l'ampleur de l'ordre.
- la nature de l'ordre.

I

Les facteurs susmentionnés n'ont cependant pas tous le même poids dans le processus de sélection de lieux d'exécution. Cela signifie que certains facteurs pèseront plus lourd que d'autres lors de la sélection. Pour la détermination du poids des différents facteurs, la Banque applique les règles suivantes:

1. Conformément au principe de "contre-prestation totale" (décrit ci-dessus), le prix et les frais d'exécution sont en principe les facteurs sur la base desquels les lieux d'exécution sont sélectionnés.
2. D'autres facteurs d'exécution seront pris en considération lors de la sélection, pour autant qu'ils contribuent à l'obtention du meilleur résultat possible, vu la contre-prestation totale et lorsqu'il en va de l'intérêt des clients. Cela dépendra:
 - o des caractéristiques de l'ordre;
 - o des caractéristiques du titre concerné;
 - o des caractéristiques des lieux d'exécution possibles.

L'application des principes ci-dessus peut avoir pour effet que le meilleur résultat possible pour les ordres sur titres négociés sur un marché réglementé¹³ et/ou un système multilatéral de négociation¹⁴ peut être obtenu en exécutant ces ordres en dehors de ces marchés (par exemple par l'exécution des ordres par la Banque elle-même). La Banque n'utilisera toutefois ce mode d'exécution que si les clients y ont expressément consenti par la signature d'un document d'ordre, sur lequel le lieu d'exécution est explicitement mentionné.

3.2.2.2. Sélection des exécuteurs d'ordres

Pour déterminer les exécuteurs d'ordres qui seront sélectionnés pour l'exécution des ordres des clients, la Banque tient compte des éléments suivants, jugés déterminants pour la qualité d'exécution que pourra fournir un exécuteur d'ordres:

- la possibilité pour l'exécuteur d'ordres d'obtenir logiquement le meilleur résultat possible dans l'exécution d'ordres de clients en termes de contre-prestation totale;
- la fiabilité du service de l'exécuteur d'ordres;
- les frais que cet exécuteur d'ordres imputera pour l'exécution de transactions;
- la réglementation et le contrôle auxquels est soumis l'exécuteur d'ordres;
- la réputation de l'exécuteur d'ordres; la stabilité financière de l'exécuteur d'ordres.
- la banque prend en compte, entre autres, les rapports, contenant les données relatives à la qualité d'exécution des transactions, lesquels doivent être publiés au moins une fois par an par les exécuteurs d'ordres.

3.3. Lieux d'exécution sélectionnés

3.3.1. Généralités

En application de son processus de sélection de lieux d'exécution, la Banque a déterminé pour chaque titre (ou catégorie de titres) pour lequel elle accepte des ordres les lieux d'exécution où seront exécutés les ordres des clients. Un aperçu des lieux d'exécution sélectionnés est repris au point 7.

En cas de force majeure ou de situations d'urgence, il est toutefois possible que la Banque ne puisse pas exécuter un ordre de la façon décrite dans le présent document. Dans de telles situations, la Banque tentera d'obtenir pour le client le meilleur résultat possible, compte tenu des circonstances.

3.3.2. Contrôle et évaluation de l'exécution directe d'ordres

La Banque contrôle régulièrement l'efficacité de sa politique et des dispositions pour l'exécution directe d'ordres afin de détecter et de corriger les manquements éventuels. Concrètement, cela signifie qu'elle vérifie d'une part si des ordres sont exécutés en application de la politique et d'autre part, si le meilleur résultat possible est généralement obtenu de façon logique.

En complément de ce qui précède, la Banque évalue aussi au moins une fois par an sa politique et ses dispositions pour l'exécution directe d'ordres afin de vérifier si cette politique et ces dispositions sont encore suffisantes pour une exécution optimale des ordres. Cette évaluation sera également réalisée lorsque des changements significatifs

¹¹ Exécution d'un ordre = la conclusion d'un contrat de vente ou d'achat d'un ou plusieurs titres ou de l'exécution d'un acte souhaité par le client (comme par exemple l'arbitrage d'un titre par un autre titre).

¹² Règlement d'un ordre = le paiement du prix dû et la réception des titres dus (ou l'inverse, le cas échéant).

¹³ Un système multilatéral qui est exploité ou géré par une entreprise du marché, relevant du droit belge ou du droit d'un autre Etat membre de l'Espace économique européen et qui organise ou facilite la rencontre de multiples intérêts acheteurs et vendeurs exprimés par des tiers pour des titres, d'une manière qui aboutisse à la conclusion de contrats (p.ex. Euronext Bruxelles).

¹⁴ un système multilatéral qui est exploité par une entreprise d'investissement, un établissement de crédit ou un opérateur de marché et qui assure la rencontre de multiples intérêts acheteurs et vendeurs exprimés par des tiers pour des titres, d'une manière qui aboutisse à la conclusion de contrats

surviennent dans les possibilités d'obtenir logiquement une meilleure exécution sur les lieux d'exécution sélectionnés.

3.4. Sélection des "exécuteurs d'ordres"

3.4.1. Généralités

En vue de la réalisation d'économies d'échelle, de l'abaissement des frais d'exécution et de la cohérence de la qualité d'exécution, la Banque a choisi de transmettre tous les ordres qu'elle ne peut exécuter elle-même sur un lieu d'exécution à un seul "exécuteur d'ordres". L'exécuteur d'ordres sélectionné est **Leleux Associated Brokers**, une société de bourse de droit belge.

Le point 7 donne un aperçu des ordres qui sont transmis à Leleux Associated Brokers.

Enfin, il y a lieu de faire remarquer que la Banque ne donnera en principe jamais à Leleux Associated Brokers d'instructions spécifiques sur la façon dont les ordres doivent être exécutés, sauf lorsqu'il s'agit d'instructions spécifiques des clients.

3.4.2. Contrôle et évaluation de l'exécution indirecte d'ordres

La Banque a pris les mesures nécessaires pour veiller à ce que le transfert d'ordres à Leleux Associated Brokers produise généralement et logiquement le meilleur résultat possible pour ses clients.

Cela implique notamment:

- le contrôle de la qualité d'exécution de Leleux Associated Brokers pour détecter et corriger les manquements éventuels; et
- l'exécution d'une évaluation annuelle pour déterminer si le transfert d'ordres à Leleux Associated Brokers suffit encore pour satisfaire à l'obligation de best execution.

3.5. Instructions spécifiques

La Banque offre à ses clients la possibilité de donner des instructions spécifiques relatives à certains aspects d'un ordre (tels que le cours limite ou le lieu d'exécution). La transmission de telles instructions est une exception à la règle type de best execution. Cela se fait toujours à la demande explicite du client. Dans certains cas exceptionnels, inhérents aux règles du marché d'un lieu d'exécution, des instructions spécifiques doivent être données (p.ex. volume minimum). Si ces instructions n'ont pas été données lors du transfert de l'ordre, l'ordre sera annulé et le client en sera informé.

La Banque accepte que le client donne les types d'instructions spécifiques suivants:

| | |
|---|--|
| Exécution d'un ordre sur un lieu d'exécution déterminé | L'ordre sera exécuté sur le lieu d'exécution sélectionné par le client. |
| Ordre "au meilleur cours" | Un ordre qui sera exécuté dans la mesure du possible immédiatement au prix actuel du marché. La part de l'ordre qui n'a pas pu être exécutée, sera exécutée au niveau de prix supérieur, etc. jusqu'à ce que l'ordre ait été complètement exécuté. |
| Ordre au cours limite | Un ordre qui ne peut être exécuté sur le marché que si la limite indiquée a au moins été atteinte. |
| Ordre stop (loss) | Un ordre d'achat ou de vente d'instruments financiers qui ne devient actif qu'au moment où le cours atteint un niveau de prix déterminé. Une fois ce niveau atteint, l'ordre sera immédiatement exécuté. |
| Ordre "stop limit" | Un ordre d'achat ou de vente d'instruments financiers qui ne devient actif qu'au moment où le cours atteint un niveau de prix déterminé et ne sera exécuté que lorsque la limite indiquée est atteinte. |
| Ordre "au cours du jour" (ordre normal) | Un ordre qui sera dans la mesure du possible exécuté immédiatement au prix actuel du marché. En cas d'exécution partielle, la partie non exécutée sera convertie en ordre à cours limite au dernier prix d'exécution. |

La possibilité de donner les types d'instructions spécifiques ci-dessus dépend du type d'instrument financier auquel se rapportent l'ordre et les règles applicables sur le marché (si elles sont pertinentes).

Lorsqu'un client donne une instruction spécifique pour l'exécution de son ordre, la Banque exécutera cet ordre conformément à cette instruction spécifique ou transmettra l'ordre accompagné de l'instruction non modifiée à Leleux Associated Brokers (selon le cas). Ainsi, la Banque respectera toutes ses obligations en matière d'exécution d'ordres pour les aspects de l'ordre auxquels se rapportent les instructions spécifiques. L'obligation de best execution demeure toutefois inchangée pour les autres aspects de l'ordre.

ATTENTION: La communication d'instructions spécifiques peut avoir pour conséquence que les mesures prises par la Banque et/ou Leleux Associated Brokers en vue de l'exécution optimale des ordres ne donnent pas lieu à l'obtention du meilleur résultat possible. Les clients doivent dès lors être conscients que la transmission d'instructions spécifiques peut avoir des conséquences négatives dans certains cas, notamment au niveau du prix, de la probabilité et de la rapidité d'exécution ainsi que des frais de transaction à payer.

3. Groupement d'ordres

La Banque groupe les ordres de clients avec les ordres d'autres clients et/ou ses propres ordres dans certaines circonstances (notamment les souscriptions et rachats de parts dans des OPC, les souscriptions primaires à des obligations). La Banque n'agit ainsi que parce que le groupement n'a pas d'impact négatif sur les clients concernés. En cas de sursouscription à l'émission sur le marché primaire, il se peut qu'une redistribution du volume souhaité par le client souscripteur doive avoir lieu. A cet effet, la Banque a développé une politique de répartitions d'ordres qui prévoit une répartition équitable aux ordres individuels.

Sur le marché secondaire, la Banque ne procède pas à des groupements d'ordres.

4. Consentement des clients

La Banque ne peut exécuter les ordres des clients que si ces derniers ont consenti à sa politique d'exécution et de transfert des ordres. Ce sera le cas lorsque les clients donnent leur accord sur le contenu de ce document (qui décrit les principaux aspects de la politique d'exécution et de transfert d'ordres de la Banque). Les clients ne seront présumés être d'accord sur le contenu de ce document que lorsque, à la suite de l'ouverture d'un compte-titres ou d'un compte d'épargne-pension, ils adhèrent explicitement au Règlement des services d'investissement ainsi qu'à la présente annexe, après avoir pu prendre connaissance du contenu de ce document.

Les clients peuvent demander à la Banque de prouver que leurs ordres ont été exécutés conformément à la politique mentionnée ci-dessus. Pour de telles demandes, les clients doivent s'adresser à un agent bancaire AXA à qui leur ordre a été transmis ou au Contact Center investissements. La Banque n'est toutefois tenue de donner suite à de telles demandes que si celles-ci concernent des ordres exécutés par la Banque elle-même.

5. Modification de la politique

La politique d'exécution et de transfert d'ordres exposée dans le présent document peut parfois être modifiée par la Banque (par exemple à la suite d'une évaluation des dispositions d'exécution d'ordres ou de modifications de la législation et de la réglementation applicables). Dans le cas où la politique subirait une modification ayant un impact considérable sur l'exécution des ordres, les clients en seront informés en temps utile et ce document sera adapté. Cette communication peut (au choix de la Banque) se faire par expédition d'une lettre, par le biais des extraits de compte ou par tout autre moyen de communication adapté.

S'il n'est pas d'accord avec ces modifications, le client peut résilier par écrit son compte-titres et/ou son compte d'épargne-pension dans un délai de 1 mois suivant la notification de la modification. Le cas échéant, le client doit donner à la Banque des instructions (de transfert) claires relatives aux titres.

La version la plus actuelle de la présente annexe peut toujours être consultée auprès d'un agent bancaire AXA ou téléchargée sur le site Internet de la Banque (www.axabank.be).

6. Informations complémentaires concernant la politique générale

Si les clients souhaitent plus d'informations sur la politique d'exécution et de transfert d'ordres (et la politique d'affectation des ordres), ils peuvent s'adresser à l'agent bancaire AXA ou directement au Contact Center investissements).

7. Aperçu des dispositions en matière d'exécution

7.1. Bons de caisse

7.1.1. Bons de caisse émis par AXA Banque (=émetteur)¹⁵

| Type d'ordre | Dispositions en matière d'exécution |
|---|---|
| Ordres de souscription (marché primaire) | <u>Méthode d'exécution</u> : Exécution directe par AXA Banque <u>Facteurs déterminants pour la sélection du lieu d'exécution</u> : 1. Prix et coûts 2. Probabilité et rapidité d'exécution <u>Lieu d'exécution sélectionné</u> : AXA Banque |

¹⁵ Sauf communication autre aux clients, plus aucun bon de caisse ne sera provisoirement émis par la Banque. Les dispositions en matière d'ordre d'exécution s'appliquent aux bons de caisse qui ont été précédemment émis par la Banque.

| | |
|-----------------|---|
| Ordres de vente | <u>Mode d'exécution:</u> [Transfert de l'ordre à Leleux Associated Brokers][modifié le 1 ^{er} mars 2018] <u>Lieu d'exécution sélectionné :</u> [vente publique][modifié le 1 ^{er} mars 2018] |
|-----------------|---|

7.1.2. Bons de caisse émis par d'autres établissements financiers

| Type d'ordre | Dispositions en matière d'exécution |
|-----------------|--|
| Ordres de vente | <u>Méthode d'exécution:</u> Transfert de l'ordre à Leleux Associated Brokers <u>Lieu d'exécution sélectionné :</u> vente publique |

7.2. Certificats subordonnés

7.2.1. Certificats subordonnés émis par AXA Banque¹⁶ (= émetteur)

| Type d'ordre | Dispositions en matière d'exécution |
|--|---|
| Ordres de souscription (marché primaire) | <u>Méthode d'exécution:</u> Exécution directe par AXA Banque <u>Facteurs déterminants pour la sélection du lieu d'exécution:</u> 1. Prix et coûts 2. Probabilité et rapidité d'exécution <u>Lieu d'exécution sélectionné :</u> AXA Banque |
| Ordres de vente | <u>Méthode d'exécution:</u> Transfert de l'ordre à Leleux Associated Brokers <u>Lieu d'exécution sélectionné :</u> vente publique |

7.2.2. Certificats subordonnés émis par d'autres établissements financiers

| Type d'ordre | Dispositions en matière d'exécution |
|-----------------|--|
| Ordres de vente | <u>Méthode d'exécution:</u> Transfert de l'ordre à Leleux Associated Brokers <u>Lieu d'exécution sélectionné :</u> vente publique |

7.3. Parts dans des organismes de placement collectif (OPC)

7.3.1. Parts d'OPC commercialisés¹⁷ par AXA Banque¹⁸

| Type d'ordre | Dispositions en matière d'exécution |
|------------------------|--|
| Ordres de souscription | <u>Méthode d'exécution:</u> Transfert de l'ordre à [l'agent de transfert de l'OPC][modifié le 18 juin 2018] <u>Facteurs déterminants pour la sélection du lieu d'exécution:</u> Respect du prospectus <u>Lieu d'exécution sélectionné :</u> L'OPC dont les parts sont achetées (ou le gestionnaire/agent de transfert de l'OPC) |
| Ordres de rachat | <u>Méthode d'exécution:</u> Transfert de l'ordre à [l'agent de transfert de l'OPC][modifié le 18 juin 2018] <u>Facteurs déterminants pour la sélection du lieu d'exécution:</u> Respect du prospectus <u>Lieu d'exécution sélectionné :</u> L'OPC dont les parts sont vendues (ou le gestionnaire/agent de transfert de l'OPC) |

¹⁶ Sauf communication autre aux clients, plus aucun certificat subordonné ne sera provisoirement émis par la Banque. Les dispositions en matière d'ordre d'exécution s'appliquent aux certificats subordonnés qui ont été précédemment émis par la Banque.

¹⁷ Le terme « commercialisés » est utilisé pour les titres, dont AXA Banque est le promoteur et/ou au sujet desquels nous avons conclu un accord de distribution avec l'émetteur (ou une personne qui agit au nom de l'émetteur).

¹⁸ Un aperçu détaillé des OPC que la Banque commercialise (inclus les différents compartiments) est disponible auprès de l'agent et/ou sur le site web de la Banque (www.axabank.be).

| | |
|--|--|
| Ordres d'arbitrage entre compartiments | <p><u>Méthode d'exécution:</u> Transfert de l'ordre à [l'agent de transfert de l'OPC][modifié le 18 juin 2018]</p> <p><u>Facteurs déterminants pour la sélection du lieu d'exécution:</u> Respect du prospectus</p> <p><u>Lieu d'exécution sélectionné :</u> L'OPC dont les parts sont converties (ou le gestionnaire/agent de transfert de l'OPC)</p> |
|--|--|

7.3.2. Parts d'OPC non commercialisés par AXA Banque et non cotées sur un marché réglementé

| Type d'ordre | Dispositions en matière d'exécution |
|------------------------|---|
| Ordres de souscription | <p><u>Méthode d'exécution:</u> Transfert de l'ordre à [l'agent de transfert][modifié le 18 juin 2018]</p> <p><u>Facteurs déterminants pour la sélection du lieu d'exécution:</u> Respect du prospectus</p> <p><u>Lieu d'exécution sélectionné :</u> L'OPC dont les parts sont achetées (ou le gestionnaire/agent de transfert de l'OPC)</p> |
| Ordres de rachat | <p><u>Méthode d'exécution:</u> Transfert de l'ordre à [l'agent de transfert][modifié le 18 juin 2018]</p> <p><u>Facteurs déterminants pour la sélection du lieu d'exécution:</u> Respect du prospectus</p> <p><u>Lieu d'exécution sélectionné :</u> L'OPC dont les parts sont vendues (ou le gestionnaire/agent de transfert de l'OPC)</p> |

7.3.3. Parts d'OPC non commercialisés par AXA Banque et cotés sur un marché réglementé

| Type d'ordre | Dispositions en matière d'exécution |
|-----------------|--|
| Ordres d'achat | <u>Méthode d'exécution:</u> Transfert de l'ordre à Leleux Associated Brokers |
| Ordres de vente | <u>Méthode d'exécution:</u> Transfert de l'ordre à Leleux Associated Brokers |

7.3.4. Parts de fonds d'épargne-pension commercialisés par AXA Banque¹⁹

| Type d'ordre | Dispositions en matière d'exécution |
|------------------------|--|
| Ordres de souscription | <p><u>Méthode d'exécution:</u> Centralisation des ordres d'exécution donnés par AXA Banque chez le gestionnaire du fonds d'épargne-pension</p> <p><u>Facteurs déterminants pour la sélection du lieu d'exécution:</u> Respect du prospectus.</p> <p><u>Lieu d'exécution sélectionné :</u> Le fonds d'épargne-pension dont les parts sont achetées (ou le gestionnaire/agent de transfert du fonds)</p> |
| Ordres de vente | <p><u>Méthode d'exécution:</u> Centralisation des ordres d'exécution donnés par AXA Banque chez le gestionnaire du fonds d'épargne-pension</p> <p><u>Facteurs déterminants pour la sélection du lieu d'exécution:</u> Respect du prospectus.</p> <p><u>Lieu d'exécution sélectionné :</u> Le fonds d'épargne-pension dont les parts sont vendues (ou le gestionnaire/agent de transfert du fonds)</p> |

¹⁹ Les fonds d'épargne-pension, qui sont commercialisés par la Banque, peuvent être retrouvés chez l'agent ou via le site web de la banque (www.axabank.be), notamment : les fonds communs de placement de droit belge : BNP Paribas B Pension Stability, BNP Paribas B Pension Balanced en BNP Paribas B Pension Growth.

| | |
|----------------------|--|
| Ordres de conversion | <p><u>Méthode d'exécution</u>: Centralisation des ordres d'exécution donnés par AXA Banque chez le gestionnaire du fonds d'épargne-pension</p> <p><u>Facteurs déterminants pour la sélection du lieu d'exécution</u>: Respect du prospectus.</p> <p><u>Lieu d'exécution sélectionné</u> : Le fonds d'épargne-pension dont les parts sont converties (ou le gestionnaire/agent de transfert du fonds)</p> |
|----------------------|--|

7.4. Obligations

7.4.1. Obligations, instruments de dettes ou produits dérivés (notes) émis, garantis ou distribués par AXA Banque

| Type d'ordre | Dispositions en matière d'exécution |
|--|---|
| Ordres de souscription (marché primaire) | <p><u>Méthode d'exécution</u>: Exécution directe par AXA Banque</p> <p><u>Facteurs déterminants pour la sélection du lieu d'exécution</u>: 1. Prix et coûts 2. Probabilité et rapidité d'exécution</p> <p><u>Lieu d'exécution sélectionné</u> : AXA Banque</p> |
| Ordres de vente | <p><u>Méthode d'exécution</u>: Exécution directe par AXA Banque</p> <p><u>Facteurs déterminants pour la sélection du lieu d'exécution</u>: 1. Prix et coûts* 2. Probabilité et rapidité d'exécution</p> <p><u>Lieu d'exécution sélectionné</u>: AXA Banque</p> <p>*La Banque intervient elle-même en tant que contrepartie du client. Dans le cadre de sa politique de maîtrise des conflits d'intérêts, la Banque a pris des mesures visant à ce que le prix qui sera proposé aux clients soit déterminé de façon équitable et conforme au marché. Les clients peuvent obtenir des informations complémentaires sur le mode de fixation du prix dans la liste des tarifs des Investissements et auprès de leur agent bancaire AXA.</p> |

7.4.2.. Euro-obligations et obligations convertibles non cotées sur un marché réglementé.

| Type d'ordre | Dispositions en matière d'exécution |
|--|---|
| Ordres de souscription (marché primaire) | <p><u>Méthode d'exécution</u>: Exécution directe par AXA Banque</p> <p><u>Facteurs déterminants pour la sélection du lieu d'exécution</u>: 1. Prix et coûts 2. Probabilité et rapidité d'exécution</p> <p><u>Lieu d'exécution sélectionné</u>: AXA Banque</p> |
| Ordres d'achat (marché secondaire) | <p><u>Méthode d'exécution</u>: Exécution directe par AXA Banque</p> <p><u>Facteurs déterminants pour la sélection du lieu d'exécution</u>: 1. Prix et coûts* 2. Probabilité et rapidité d'exécution</p> <p><u>Lieu d'exécution sélectionné</u>: AXA Banque</p> <p>*La Banque intervient elle-même en tant que contrepartie du client. Dans le cadre de sa politique de maîtrise des conflits d'intérêts, la Banque a pris des mesures visant à ce que le prix qui sera proposé aux clients soit déterminé de façon équitable et conforme au marché. Les clients peuvent obtenir des informations complémentaires sur le mode de fixation du prix auprès de leur agent bancaire AXA.</p> |
| Ordres de vente | <p><u>Méthode d'exécution</u>: Exécution directe par AXA Banque</p> <p><u>Facteurs déterminants pour la sélection du lieu d'exécution</u>: 1. Prix et coûts* 2. Probabilité et rapidité d'exécution</p> |

| | |
|--|---|
| | <p><u>Lieu d'exécution sélectionné:</u> AXA Banque</p> <p>*La Banque intervient elle-même en tant que contrepartie du client. Dans le cadre de sa politique de maîtrise des conflits d'intérêts, la Banque a pris des mesures visant à ce que le prix qui sera proposé aux clients soit déterminé de façon équitable et conforme au marché. Les clients peuvent obtenir des informations complémentaires sur le mode de fixation du prix auprès de leur agent bancaire AXA.</p> |
|--|---|

7.4.3. Emprunts d'Etat belges et bons d'Etat belges

| Type d'ordre | Dispositions en matière d'exécution |
|--|--|
| Ordres de souscription (marché primaire) | <u>Méthode d'exécution:</u> Transfert de l'ordre à Leleux Associated Brokers |
| Ordres d'achat (marché secondaire) | <u>Méthode d'exécution:</u> Transfert de l'ordre à Leleux Associated Brokers |
| Ordres de vente | <u>Méthode d'exécution:</u> Transfert de l'ordre à Leleux Associated Brokers |

7.4.4. Obligations linéaires

| Type d'ordre | Dispositions en matière d'exécution |
|------------------------------------|--|
| Ordres d'achat (marché secondaire) | <u>Méthode d'exécution:</u> Transfert de l'ordre à Leleux Associated Brokers |
| Ordres de vente | <u>Méthode d'exécution:</u> Transfert de l'ordre à Leleux Associated Brokers |

7.5. Titres cotés en bourse

| Type d'ordre | Dispositions en matière d'exécution |
|------------------------------------|--|
| Ordres d'achat (marché secondaire) | <u>Méthode d'exécution:</u> Transfert de l'ordre à Leleux Associated Brokers |
| Ordres de vente | <u>Méthode d'exécution:</u> Transfert de l'ordre à Leleux Associated Brokers |